

LES INFOS DU PAYS GALLO

L'actualité de Ploërmel à Questembert

le 3 décembre 2021



C'est un peu le chant du cygne. Ce vendredi matin, l'Intersyndicale des Finances Publiques (CFDT, CGT et FO) du Morbihan a donné une conférence de presse devant le centre des impôts de Ploërmel.

« Le centre des finances publique de Ploërmel va connaître de profonds changements en début d'année 2022 dans le cadre du nouveau réseau de proximité (NRP), avec le transfert de toutes les missions actuelles », soulignent-ils.

En résumé, à partir du 1er janvier, le centre de Ploërmel n'aura plus aucune activité concernant le grand public, mis à part d'une manière très marginale le cadastre

. Pour obtenir des informations, les usagers devront se rendre dans les Maisons France Services.
« Ce n'est pas la même chose », insistent les représentants syndicaux.

Car dans ces Maisons France Service, l'accueil est assuré par un employé « multiservices ». Un agent des impôts viendra bien y tenir une permanence une journée de temps en temps, mais il faudra

prendre rendez-vous pour cela. « Vous allez voir comment les files d'attente vont s'allonger devant cette maison à Ploërmel... », prédisent les délégués qui dénoncent également un marché de dupe.

« Ce sont les collectivités qui vont récupérer cette charge de travail moyennant une aide limitée dans le temps de 30 000 euros ». D'autant qu'ils soulignent le fait que leurs métiers demandent des compétences très pointues que n'auront pas forcément les employés des Maisons France Service. Ils constatent aussi que la Maison France Service de Ploërmel ne sera pas prête en janvier. Les travaux ayant pris du retard, c'est une solution transitoire qui va être mise en place.

Pour les syndicalistes qui étaient entourés ce matin d'agents du centre des impôts de Ploërmel, cette réforme est « une catastrophe » dans tous les domaines.

Pour les usagers qui vont être privés d'un service de proximité. Pour les agents qui vont devoir choisir entre changer de métier pour rester sur place ou faire des dizaines de kilomètres pour garder le leur. Pour l'environnement aussi puisque ces regroupements vont obliger les usagers comme les agents à effectuer des dizaines de kilomètres en voiture pour obtenir des renseignements ou se rendre à leur travail.

Et puis, pour ces syndicalistes, le cas de Ploërmel est aussi le symbole d'une sorte de « trahison » des élus locaux et notamment du maire, Patrick Le Diffon. Selon eux, Ploërmel serait le seul secteur du département où les élus ont accepté la mise en place de cette réforme, contrairement à Auray où la mobilisation des élus a permis le maintien d'une permanence.

La date du 1er janvier 2022, marque une « phase critique de la mise en place de la réforme » puisque, outre la réorganisation touchant le centre de Ploërmel, elle marque la fermeture des trésoreries de Questembert et de Mauron.

Depuis plus de 2 ans maintenant, l'Intersyndicale des Finances Publiques (CFDT, CGT et FO) avec les agents, se bat contre cette réforme. Mais elle promet que ce 1er janvier 2022 ne marque pas la fin de l'histoire, convaincue que les conséquences néfastes de cette réorganisation leur donneront des occasions de prouver que leur combat était bien-fondé....